

Version du 30.05.17

Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal modifié du 23 juillet 2016 fixant la liste des administrations et personnes morales de droit public pouvant demander un bulletin N°2 ou N°3 du casier judiciaire avec l'accord écrit ou électronique de la personne concernée.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire, et notamment son article 7 ;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Article 1

Le point 5) de l'article 1^{er} du règlement grand-ducal est modifié comme suit :

« 5) à la Commission de Surveillance du Secteur financier pour apprécier le respect de la condition de l'honorabilité professionnelle, conformément aux lois spéciales qui attribuent cette compétence à la Commission de Surveillance du Secteur financier ou à la Banque centrale européenne » ;

Article 2

Sont ajoutés à l'article 1^{er} les points 14) et 15) nouveaux libellés comme suit :

« 14) au ministre ayant la Défense dans ses attributions pour l'instruction des demandes d'emploi de la carrière militaire et civile et des demandes d'engagement au service volontaire de l'Armée ;

15) à la Chambre des Députés pour l'instruction des demandes d'emploi pour des postes à pourvoir au sein de l'Administration parlementaire, pour des postes pour lesquels la Chambre désigne les titulaires ou pour des postes pour lesquels la Chambre propose au Grand-Duc un ou plusieurs candidats à la nomination ».

Exposé des motifs

Il est proposé d'adapter le règlement grand-ducal du 23 juillet 2016 en modifiant la formulation d'un point et en ajoutant deux nouvelles hypothèses à la liste prévue à l'article 1^{er}.